

Termes de référence pour l'identification d'un(e) consultant(e) pour réaliser l'évaluation mi-parcours du programme pouvoir choisir en République Démocratique du Congo

1. Contexte et Justification

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations travaillant ensemble dans plus de 90 pays dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement. Son objectif principal est de construire un avenir libéré de l'injustice et de la pauvreté. L'équipe d'Oxfam travaille avec des partenaires locaux pour atteindre plus des communautés, et met en œuvre des activités de plaidoyer pour aider à améliorer la vie des gens en les impliquant dans les décisions et les actions liées à leurs problèmes et à leurs opportunités.

Le programme sur la santé et les Droits sexuels et reproductifs (SDSR) est une initiative d'Affaires mondiales Canada (AMC). Il vise à contribuer aux efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté en s'attaquant aux inégalités, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus pauvres et les plus vulnérables et en soutenant le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette initiative d'AMC est pilotée par Oxfam Québec qui assure la coordination de ce programme appelé « Pouvoir choisir ».

Ce programme mise en œuvre dans 7 pays : d'Afrique subsaharienne (République Démocratique du Congo et Ghana), au Moyen-Orient (Jordanie, Liban, Territoire Palestinien Occupé) et en Amérique latine (Bolivie et Honduras) pendant 7 ans (2021 – 2028). Le projet Pouvoir Choisir comporte trois volets interconnectés :

- 1) autonomiser les jeunes et créer des communautés de soutien ;
- 2) améliorer la prestation des services de santé ;
- 3) influencer les politiques et les pratiques.

En RDC, les Adolescents et les jeunes (10 - 24 ans) représentent près du tiers de la population. Pour une population estimée à 80 millions, ces jeunes sont souvent l'objet d'une faible attention de la société en matière de santé, les normes sociales discriminatoires et l'environnement réglementaire continuent de les contraindre à ne pas réaliser pleinement la SDSR. L'inégalité entre les genres étant de proportion très élevée dans le pays (Gender Inequality Index, 2017).

Les besoins spécifiques des jeunes ne sont pas toujours pris en compte dans les différentes politiques sectorielles et par le système de santé lui-même, alors que les problèmes des jeunes et adolescents en RDC prennent diverses formes mais avec une particulière acuité par rapport aux droits sexuels et l'accès à la santé de la reproduction.

Le faible accès aux opportunités d'emploi, les conflits armés, les mariages forcés et maternités précoces, les rapports sexuels transactionnels, l'absence d'hygiène personnelle, les ITSS, les

violences sexuelles, la malnutrition, les pratiques néfastes sont autant des problèmes qui dégradent l'environnement et les conditions d'existence difficile dans les familles, et qui augmente la vulnérabilité des jeunes en les privant d'un cadre sain et favorable à leur santé et à leur développement. Il en résulte un cercle vicieux de pauvreté et d'abus. En 2020, dans la seule province de l'Équateur, la mortalité maternelle en milieu hospitalier a augmenté de manière significative : la province a enregistré 145 cas, contre 68 en 2019 et 63 en 2018. Parmi les femmes âgées de 15 à 45 ans en RDC, 3 500 000 accouchent chaque année et beaucoup ne reçoivent pas les soins nécessaires ([Gutmacher Institute, 2020.](#)) En outre, 82% des femmes en RDC ont au moins une visite de soins prénatals avec des agents de santé qualifiés, et 80% ont une assistance qualifiée à l'accouchement, ces deux chiffres étant inférieurs aux moyennes mondiales ([UNICEF, 2019](#)).

Les femmes et les filles en RDC sont toujours les premières victimes des conflits et des pratiques socioculturelles ([ONU Femmes,2020](#)).

La République Démocratique du Congo (RDC), deuxième pays le plus vaste d'Afrique, compte plus de 85 millions d'habitants dont 32,8% sont les adolescent(e)s et jeunes. Plus de la moitié parmi ces derniers (60%) vivent en milieu rural dans les conditions peu favorables et n'ont toujours pas accès à l'information sur leur sexualité et sur les services de SSR, malgré leurs multiples besoins dans ce domaine. Leurs besoins spécifiques de santé en la matière ne sont pas suffisamment pris en compte dans les différentes planifications sectorielles. On note un faible accès aux opportunités d'emploi, des conflits armés, des mariages forcés et maternités précoces. Tous ces problèmes dégradent l'environnement et les conditions d'existence dans les familles, et augmentent la vulnérabilité des jeunes en les privant d'un cadre sain et favorable à leur santé et à leur développement.

Dans la Province de l'Équateur, on a constaté que le nombre de femmes enceintes qui ont perdu la vie a augmenté. Juste pour l'année 2020, la province a enregistré 145 cas de décès maternel contre 68 en 2019 et 63 en 2018.¹

Le programme est mis en œuvre en RDC dans la province de l'Équateur, plus particulièrement dans les zones de santé de Mbandaka, Wangata, Bolenge et Bikoro.

En 2021, dans le cadre de ce programme, OXFAM avait recruté une agence de consultance qui avait réalisé une ligne de base avec une étude mixte pour mieux informer la mise en œuvre de ce projet. Après 3 ans de mise en œuvre une évaluation à mi-parcours s'avère importante pour évaluer cette mise en œuvre afin de se rassurer l'atteinte de résultats d'ici la fin du projet.

C'est pour répondre à ce besoin d'évaluation à mi-parcours que se justifie ce processus de recrutement d'un(e) consultant(e).

2. Objectifs de l'évaluation

[1. Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention/Rapport annuel 2020 PNSR Equateur](#)

2.1. Objectif global

Réaliser l'évaluation mi-parcours de la mise en œuvre du programme pouvoir choisir dans la province de l'équateur en République Démocratique du Congo.

Cette étude de mi-parcours sera utilisée comme point de référence pour mesurer et évaluer les progrès des résultats afin de fournir des données quantitatives et qualitatives pertinentes sur les indicateurs de résultats du projet. Elle permettrait également de cerner les priorités et les perceptions des communautés sur les différents thèmes abordés dans le projet afin d'améliorer nos interventions pour atteindre les résultats.

Cette évaluation mi-parcours va :

(a) s'articuler sur les deux axes suivants :

1. La perception du programme pouvoir choisir par les communautés de Mbandaka et Bikoro pendant ces 3 années de la mise en œuvre ;
2. L'identification des thématiques abordées et assimilées pour le programme dans les communautés, leurs difficultés et les feedbacks.

(b) avoir des objectifs spécifiques de :

- Évaluer les résultats de la mise en œuvre des activités obtenus à ce jour, en se guidant des trois questions générales suivantes :
 - Est-ce qu'on fait les bonnes activités ?
 - Est-ce que ces activités sont bien exécutées ?
 - Est-ce que ces activités ont un impact significatif dans la vie des personnes visées?;
- Mieux comprendre le contexte actualisé de la RDC en Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour mieux orienter la mise en œuvre du projet [cibles (Social, Culturel, Structurelle), cartographie des parties prenantes (y compris matrice des risques et analyse du pouvoir)] ;
- Évaluer l'apprentissage et les changements dans les questions d'agentivité des adolescentes et des jeunes femmes en matière de SDRS ;
- Formuler des recommandations pertinentes pour améliorer la mise en œuvre du projet

3. Champ d'évaluation, approche et méthodes utilisées, exigences méthodologiques de base

3.1. Indicateurs et questions standardisées

Cette enquête doit permettre de collecter des données crédibles, fiables et utiles pour permettre au programme pouvoir choisir d'améliorer ses interventions dans les zones de santé appuyées. Une approche [féministe SEAR d'Oxfam](#), participative et consultative serait suivie par le(la) consultant(e) ou l'équipe consultante pour garantir un engagement étroit avec les parties prenantes.

Les enquêteurs.trices devraient effectuer des descentes sur le terrain dans la ville de Mbandaka et territoire de Bikoro dans la province de l'Equateur où le programme est mis en œuvre pour collecter les données de cette évaluation.

Les questionnaires seront adaptés aux différentes couches ciblées, adolescentes, jeunes filles, jeunes garçons, femmes et hommes, les personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables et marginalisées, etc.

La chaîne des résultats attendus du programme Pouvoir Choisir :

Résultat	1000					
	Jouissance accrue des droits de la personne liés à la santé par les jeunes femmes et les adolescentes qui vivent dans des conditions vulnérables et en situation de marginalité en Bolivie, Honduras, RDC, Ghana, Jordanie, Liban et les tPo					
Résultats intermédiaires	1100 Agentivité accrue des jeunes femmes et adolescentes contribuant à leur utilisation équitable des services de santé sexuelle et reproductive		1200 Amélioration de l'offre de services de santé sexuelle et reproductive afin qu'elle soit inclusive, responsable et réceptives au genre (gender-responsive), par les prestataires de soins de santé, pour divers groupes de jeunes femmes et adolescentes		1300 Amélioration de l'efficacité des principales parties prenantes, en particulier les organisations ou les mouvements de femmes et de jeunes, pour plaider en faveur de politiques de soins de santé fondées sur des preuves, d'un cadre juridique responsable, de services équitables et inclusifs	
Résultats immédiats	1110 Capacité accrue des jeunes femmes et des adolescentes à faire des choix de vie éclairés en matière de SDR	1120 Soutien collectif accru pour réduire les obstacles sociaux, culturels et structurels liés au genre en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs pour les jeunes femmes et adolescentes	1210 Amélioration des connaissances et attitudes des prestataires pour fournir des soins de santé sexuelle et reproductive de qualité, inclusifs et sans jugement	1220 Amélioration de la qualité et de la quantité des services et des centres de santé pour les jeunes femmes et adolescentes	1310 Amélioration des compétences des organisations ou mouvements de femmes et de jeunes pour influencer les enjeux de SDR	1320 Amplification de la voix des organisations ou mouvements de femmes et de jeunes qui défendent la SDR

3.2. Approches

3.2.1. Les principes féministes d'Oxfam

Comme indiqué dans le [Cadre stratégique mondial 2020-2030](#), Oxfam s'engage à appliquer une optique féministe à toutes ses analyses et actions. Cela signifie s'engager à respecter les [11 principes féministes d'Oxfam](#) à la fois comme un résultat - l'avancement des droits des femmes et de la justice de genre - et comme un processus - intégré dans nos méthodes de travail, de conception, de budgétisation, de planification, de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation, d'apprentissage, etc².

3.2.2. Thématiques abordées

- Gestion hygiène menstruelle ;
- Pratiques néfastes ;
- Grossesses non planifiées ;
- Infections transmises sexuellement ;
- Violences basées sur le genre ;
- Planification familiale
- Autres thématiques à aborder selon les accords avec les partenaires

3.2.3. Suivi et évaluation, apprentissage et responsabilité féministes (MEAL/SEAR)

Avec une approche féministe, l'AME peut contribuer à un changement social transformateur en soutenant l'autonomisation et en renforçant l'agence des personnes avec lesquelles nous travaillons, en particulier les femmes. [Consultez ce document d'orientation féministe MEAL pour obtenir des conseils](#) sur la façon de renforcer l'intégration des principes féministes au cours de la base de référence et des autres processus MEAL/SEAR ³.

3.2.4. Leadership transformateur pour les droits des femmes (TLWR)

Le leadership transformateur pour les droits des femmes (TLWR) est une approche et une stratégie de justice sociale qui remet en question et transforme les relations et les structures de pouvoir (dans toutes leurs différentes manifestations), en un environnement favorable au potentiel de leadership des individus (objectif). La construction du TLWR à tous les niveaux (personnel, interpersonnel, organisationnel, mouvement et société) est essentielle pour atteindre la justice de genre. [Le cadre de programme mondial TLWR d'Oxfam](#) nous aide également à mûrir notre soutien de programme pour un travail d'influence et de responsabilité intelligent, sûr et efficace.

3.2.5. Approches centrées sur les jeunes

L'approche d'Oxfam pour travailler avec les jeunes en tant que citoyens actifs est d'aider les jeunes à utiliser ouvertement, librement et efficacement leur énergie et leurs compétences pour contribuer à créer un changement transformationnel. Pour ce faire, l'autonomisation interne et

² Source : Oxfam (2021) [Transformer les inégalités de genre, Guide pratique pour réaliser la transformation de genre dans le développement résilient](#).

³ L'approche MEAL féministe proposée s'appuie sur la [CAMSA](#), les [11 normes de programme](#) d'Oxfam et est alignée sur le [cadre de connaissances et d'apprentissage 2030](#) d'Oxfam.

les environnements favorables sont nécessaires tout au long des parcours et à de multiples niveaux, y compris les niveaux individuel, familial, communautaire et institutionnel⁴. Différentes méthodes et approches centrées sur les jeunes sont au cœur du programme. Basées sur l'art, la musique, l'utilisation des TIC, le mentorat, l'apprentissage entre pairs, etc. des informations factuelles et adaptées à l'âge des jeunes seront créées et/ou diffusées sur des sujets tels que l'amour positif, le sexe et les relations, les méthodes contraceptives, l'avortement, les LGBTQIA+, la violence sexiste et la violence entre partenaires intimes, etc.

3.3. Portée et méthodes proposées

Dans l'offre technique, le(la) candidat.e doit :

- Préciser la plateforme de collecte des données favorable, de préférence, l'application mobile Survey CTO qui est déjà utilisée par Oxfam ;
- Proposer la taille de l'échantillon qui doit être déterminée avec une marge d'erreur de 5% et un niveau de confiance de 95% ;
- Proposer les méthodes mixtes de collecte de données quantitatives et qualitatives (Focus groupe dirigé, entrevues, histoire de changement le plus significatif...), considérant que l'objectif de la collecte est d'atteindre la saturation ;
- Les données doivent être ventilées par :
 - Sexe (femmes, hommes, autres) ;
 - Age (adolescents de 10 à 18 ans et jeunes adultes de 19 à 24 ans) ;
 - Les zones géographiques ;
 - Le statut socioéconomique ;
- Et toute autre catégorie pertinente pour le programme. Proposer des approches participatives impliquant les parties prenantes du projet dans le design et/ou la mise en œuvre de l'évaluation mi-parcours ;

Le(la) candidat.e doit également démontrer son engagement à :

- Participer à l'atelier de SEAR féministe de 3 jours (dates à confirmer) à Mbandaka (province de l'Équateur) organisé par Oxfam, pour apprendre et partager sur l'application de cette méthode, et discuter avec les organisations partenaires et les parties prenantes les détails des méthodologies à appliquer sur l'évaluation
- Consciemment appliquer des méthodes qui tiennent compte des particularités du genre et de la jeunesse ;
- Analyser les dynamiques de genre et de pouvoir qui façonnent l'accès et le contrôle des ressources et de la prise de décision des jeunes femmes, des adolescentes, des personnes non-conformes au genre et des populations en situation de marginalisation. Ce qui contribuera à l'analyse du pouvoir du genre ;
- Développer des outils de collecte de données adaptés au contexte et permettant de collecter les données nécessaires à la réalisation de l'évaluation à mi-parcours sur les thèmes identifiés

⁴Source : Oxfam (2015) Théorie du changement pour la participation et le leadership des jeunes, Oxfam (2020) [Shaking up to move forward](#).

comme prioritaires par les équipes de projet, les partenaires et les autres parties prenantes impliquées dans l'évaluation ;

- Collecter les données permettant de fixer des objectifs réalistes et réalisables afin de mieux renseigner les stratégies, les analyses (analyse genre-pouvoir) et la théorie du changement du projet ;
- Énoncer explicitement les approches d'évaluation en utilisant l'approche [féministe SEAR d'Oxfam](#), l'approche intersectionnelle et l'approche "ne pas nuire" ;
- Proposer un design du projet valide synthétisant les principales étapes à suivre dans la mise en œuvre pour le reste des années.
- Adapter les approches et les outils de collecte de données pour garantir la pertinence et la fiabilité des données recueillies ;
- Appliquer la parité dans les équipes d'évaluation (consultant(e)s et enquêteurs.trices) ;
- Promouvoir l'implication communautaire et la participation des partenaires étatiques.
- Travailler en étroite collaboration avec les équipes nationales d'Oxfam et intégrer leurs commentaires dans la version finale du rapport.

4. Équipe d'évaluation : Qualifications et compétences requises, plan d'organisation de l'équipe d'évaluation

L'enquête sera composée d'un(e) consultant(e) ou une équipe consultante principal(e) et une équipe terrain (enquêteurs.trices) avec les capacités techniques requises et une expérience avérée dans la réalisation des évaluations et des analyses de contexte des projets. Le(la) consultant(e) ou une équipe consultante principal(e) sera chargé de tout centraliser et finaliser le rapport.

Le(la) consultant(e) principal(e) doit présenter les qualifications suivantes :

- Un diplôme universitaire dans un domaine de travail humanitaire pertinent en santé de la reproduction, aux sciences sociales, statistiques, démographie, aux études de genre, aux droits de l'homme, à la gestion de projet, au suivi et à l'évaluation.
- Justifier d'une vaste connaissance et expertise en matière de SEAR en particulier axée sur les résultats ;
- Expérience dans la recherche SDRS ;
- Connaissance de la politique nationale de la santé des jeunes et des adolescents en matière de SDRS ;
- Expérience dans la collaboration de travail avec les programmes spécialisés de l'Etat en matière de SDRS ;
- Bonnes compétences analytiques ;
- Excellentes compétences de rédaction et de synthèse ;
- Compréhension des tendances innovantes et bonnes pratiques en matière de SDRS des jeunes et adolescents ;

- Au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine de SDR ;
- Bonnes connaissances du contexte des zones de mise en œuvre du projet ;
- Expérience dans le suivi basé sur les résultats et les méthodes d'évaluation ;
- Maîtrise du français (oral et écrit) ;
- La maîtrise de Lingala est un atout.

5. Livrables

- Offre technique modifiée selon les discussions préliminaires avec les équipes d'Oxfam, les organisations partenaires, et selon les conclusions de la participation de l'équipe consultante aux ateliers sur le MEAL/SEAR féministe ;
- Présentation PowerPoint avec les résultats saillants ;
- Ébauche de rapport final ;
- Rapport final
- Tableau des recommandations pour le suivi en annexe du rapport.

6. Contenu du rapport final

Le rapport final de l'évaluation mi-parcours comprendra les sections suivantes :

- Page de couverture indiquant clairement qu'il s'agit d'une évaluation et sur laquelle figurent les éléments suivants :
 - Intitulé de l'évaluation ;
 - Intitulé du programme/projet ou code d'identification de l'affilié ;
 - Couverture géographique : province, territoire, secteur, etc.
 - Date de finalisation du rapport d'évaluation ;
 - Logo d'Oxfam ;
 - Reconnaissance du soutien du bailleur institutionnel ;
- Table des matières
- Glossaire
- Liste des abréviations
- Résumé exécutif
- Méthodologies
 - Comment les données ont été collectées, analysées et validées (étude de conception, échantillonnage, protocoles de collecte de données, critères de désagrégation, critères de sélection des répondants, critères pour les méthodes qualitatives).
 - Y compris les défis et les limites à prendre en compte pour comprendre et interpréter les résultats.
- Analyse critique des données par traitement statistique, triangulation avec des sources qualitatives.

- Analyse des données qualitatives pour démontrer clairement les impacts du projet, s’il y a lieu, sur les personnes avec qui nous travaillons ;
- Montrer les zones d’interventions où les parties prenantes sont présentes ;
- Principales conclusions selon l’analyse des données

• **Recommandations exceptionnelles découlant de l'analyse**

- Incluant une ou plusieurs recommandations pour remédier aux limites et aux lacunes des données.
- Proposer des actions à entreprendre pour réaliser les recommandations données, avec des échéances, si nécessaire.
- Inclure les questions d'apprentissage nouvelles ou émergentes qui devraient être prises en compte.
- Y compris des recommandations sur la manière de suivre et d'évaluer les progrès vers un changement transformationnel

Annexes :

- Une copie de tous les outils, enquêtes et questionnaires utilisés pour la collecte de données (qualitatives ou quantitatives) ;
- Ensembles de données (originaux et nettoyés), y compris toutes les notes de terrain.

7. Calendrier des activités et Durée de la consultation

La durée totale de l’évaluation sera de 28 jours ouvrable d’après le plan suivant :

TÂCHES	DÉBUT	FIN	# de jours
<i>Embauche de Consultant(e)s</i>	2024/07/10	2024/09/06	29
Atelier de SEAR féministe	2024/10/22	2024/10/26	5
Collecte de données et autres taches	2024/11/04	2024/11/22	15
Analyses de données et rapportage	2024/12/11	2024/12/20	8

8. Coordination et Supervision de l’enquête

L'évaluation sera supervisée par le programme Manager avec l'appui technique de coordination nationale MEAL d’Oxfam RDC.

9. Paiement

- Honoraires professionnels : Il est attendu que le postulant consultant(e) ou équipe consultante intéressé(e) propose un budget pour l'exercice, néanmoins Oxfam considérera les propositions qui se situent dans les tarifs approuvés conformément à sa politique sur les honoraires professionnels.
- Taxes et assurances : Le(la) consultant(e) sera responsable de son impôt sur le revenu et/ou de son assurance pendant la mission.

- **Le consultant sera payé en trois versements :**

Le paiement sera fait en 3 tranches

- 30% des honoraires du consultant versés avant l'activité pour faciliter les préparatifs de l'étude ainsi que le déploiement de l'équipe sur terrain ;
- 40% après la soumission du draft rapport de l'étude ;
- 30% après la soumission du rapport final validé par les 2 parties.

N.B :

- La dernière tranche de paiement sera effectuée après que la qualité du rapport final est vérifiée, examinée et approuvée par Oxfam. Cela signifie que le(la) consultant(e) ou l'équipe consultante doit s'engager contractuellement à réviser et à garantir la qualité du rapport après le délai de consultation convenu, sans frais supplémentaires.
- L'évaluateur.trice doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que l'évaluation est conçue et menée de manière à respecter et à protéger les droits et le bien-être des personnes et des communautés dont elles sont membres, et pour s'assurer que l'évaluation est techniquement exacte, fiable et légitime, qu'elle est menée de manière transparente et impartiale et qu'elle contribue à l'apprentissage et à la responsabilisation de l'organisation.
- Les participant(e)s à l'évaluation (enquêtées) signeront un formulaire de consentement éclairé.
- Un contrat sera signé par le(la) consultant(e) ou l'équipe consultant(e) au début de l'évaluation, qui détaillera les termes et conditions supplémentaires du service, de paiement, les aspects des apports et les livrables.
- Code de conduite : Le travail d'Oxfam est basé sur des valeurs et des principes profondément ancrés, il est essentiel que notre engagement envers les principes humanitaires soit soutenu et démontré par tous les membres du personnel. Le code de conduite d'Oxfam définit les normes auxquelles tous les membres du personnel doivent se conformer. Le(la) consultant(e) ou l'équipe consultante est lié par les principes et les conditions du [Code de conduite Oxfam – collaborateurs externes](#)).

10. Eligibilité et dossier de candidature

Une offre technique et financière doit être produite.

L'offre technique comprendra :

- Un curriculum vitae (CV) détaillé de l'évaluateur.trice principal(e) et, le cas échéant des autres évaluateurs principaux impliqués ; Le CV qui correspond le mieux au service requis se verra attribuer le plus grand nombre de points
- Les compétences suivantes doivent apparaître clairement dans les CV fournis ;
- Une note synthétique de compréhension du projet et des Tdr (max. 1 page) ;
- Une description de l'approche et de la méthodologie proposées (max.1.5 page) ;
- Un plan de travail incluant un chronogramme prévisionnel (max.1 page) ;

- Les références récentes pour des services analogues réalisés ou en cours de réalisation.

L'offre financière déclinera en détail le budget en précisant les coûts unitaires. Elle comprendra aussi tous les frais de subsistance, transport, etc., et les modalités de déblocage. Oxfam décidera de la possibilité de prendre et payer directement certains frais ou pas.

Les offres incomplètes seront automatiquement exclues.

Le dossier doit être envoyé uniquement par email, aux adresses suivantes : drcquisitions@oxfam.org.uk ou physiquement aux adresses suivantes au plus tard le vendredi 19 juillet 2024 à 13 heures 00 heure locale.

- 151, Avenue de la Libération, centre-ville Quartier Mambenga, Commune de Mbandaka, l'Equateur ;
- Croisement avenue Colonel Ebeya et Hopital H1/1, Commune de la Gombe, Kinshasa ;
- 10, Avenue du Rond-point, Quartier les volcans Commune de Goma, Nord Kivu.

Pour toute demande de renseignement, écrire à FMbanghi@oxfam.org.uk avec copie PMazasa@oxfam.org.uk.

Fait à Mbandaka, le 03/07/2024

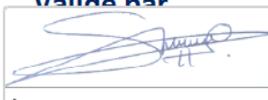
Elaboré par



boxSIGN 41X29864-42VL6P7V
Prince MAZASA

MEAL Officer

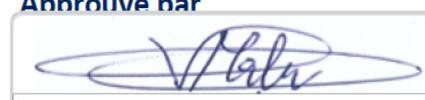
Validé par



boxSIGN 197JLSPZ-42VL6P7V
Sabine MUSUBYO

Team LEADER

Approuvé par



boxSIGN 18QJ274-42VL6P7V
Samuel MANGALA

Chef de Bureau